



Bulletin d'information hebdomadaire
du Bureau du Procureur – 20 - 26 octobre 2009 – numéro 10

1. Enquêtes et poursuites :

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : AUDIENCE DE CONFIRMATION DES CHARGES DANS L'AFFAIRE LE PROCUREUR C. ABU GARDA

L'affaire de Haskanita : Le 28 novembre 2008, l'Accusation a déposé une demande relative à trois chefs rebelles soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre à l'encontre de la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine au Soudan (MUAS) le 29 septembre 2007. Les chefs rebelles ont été accusés d'atteintes à la vie, d'attaques dirigées intentionnellement contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix et de pillage. L'attaque dirigée contre le camp de Haskanita était la plus grave parmi les nombreuses attaques survenues au Soudan qui avaient pris pour cible des soldats chargés du maintien de la paix. Comme cela avait été fait dans l'affaire Harun et Kushayb, l'Accusation a estimé qu'une citation à comparaître pourrait s'avérer suffisante, à condition que les suspects acceptent de coopérer avec la Cour. Les suspects de Haskanita ont accepté cette décision alors que MM. Harun et Kushayb, qui l'avaient déclinée, se sont retrouvés sous le coup d'un mandat d'arrêt.



« Cette affaire concerne l'attaque dirigée intentionnellement contre des forces chargées du maintien de la paix qui s'est déroulée en septembre à Haskanita, au Soudan. Elle porte sur une attaque délibérée dirigée contre des personnes et des objets dotés d'un statut protégé au regard du droit pénal international, ce qui constitue un crime visé par le Statut de Rome. Plus exactement, l'affaire concerne le meurtre de 12 soldats du maintien de la paix, ainsi que le pillage et le démantèlement ultérieur de leur camp à Haskanita » (Procureur adjoint Fatou Bensouda, [déclaration liminaire](#)).

La remise d'Abu Garda : La cellule de recherche du Bureau du Procureur a œuvré pendant 6 mois, afin de localiser le suspect, de l'extraire d'une zone de conflit et de le réinstaller dans un endroit plus sûr avant de le faire venir à La Haye. Le BdP a bénéficié de l'aide de certains États africains et européens dont le Tchad, le Nigéria, le Mali, la Gambie et les Pays-Bas. D'autres pays ont souhaité que leur contribution demeure confidentielle. Le suspect a comparu de son plein gré devant la Cour le 18 mai 2009, répondant ainsi à une citation à comparaître. Le 19 octobre, la Chambre préliminaire I a ouvert une audience de confirmation des charges en présence du suspect, qui a fait le déplacement aux Pays-Bas de son plein gré.

La première semaine de l'audience : L'équipe de l'Accusation, dirigée par le procureur adjoint, Mme Bensouda, a présenté ses moyens, et trois témoins, dont un expert des questions militaires et une victime parmi les soldats de la paix blessés, ont été entendus. L'Accusation a présenté avec force détails le statut protégé de la MUAS comme force de protection et le rôle d'Abu Garda, président d'un groupe dissident du MJE.

Abu Garda est le premier suspect à comparaître devant la CPI dans le cadre de la situation au Darfour (Soudan).

a. *Aperçu général des affaires*

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé dix écritures dans les différentes affaires. Le Bureau a mené trois missions d'enquête dans deux pays.

b. *Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)*

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès dans l'affaire [Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. [Katanga et Ngudjolo Chui](#) est prévue pour le 24 novembre 2009. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite.

En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

Affaire : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*

Affaire : *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*

19 octobre - L'Accusation a estimé que la Chambre de première instance II devrait suivre l'interprétation faite par la Chambre préliminaire I à propos de la coaction au sens de l'article 25-3-a du Statut. L'Accusation était en désaccord avec la Chambre préliminaire I sur deux questions et avançait les arguments suivants : l'Accusation doit seulement prouver i) une contribution significative à la commission des crimes de la part de l'Accusé et non une contribution essentielle ; ii) l'intention criminelle du ou des accusé(s) et non d'autres auteurs du crime non visés par une accusation.

Enquêtes dans les provinces du Kivu

21 octobre - Le BdP a identifié à plusieurs reprises le fait que le principal obstacle au déroulement de procédures nationales en RDC et dans les Kivu est le manque de protection pour les juges et les témoins. Dans un [entretien](#) accordé à IWPR, des ONGs ont déclaré que « [s]ur le plan matériel, des éléments solides [avaient] été fournis aux juges. Toutefois, dans d'autres domaines, tels que la protection des témoins, aucune solution n'a été trouvée », et qu' « il est nécessaire que les juges congolais soient absolument libres, protégés non seulement de la corruption mais aussi des contraintes psychologiques, telles que la peur et les pressions politiques. »

c. *Situation en [Ouganda](#)*

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre des [plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Au cours des 18 mois écoulés, l'ARS aurait tué plus de 1 250 personnes, en aurait enlevé plus de 2 000 et en aurait contraint près de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. On déplore de surcroît de nombreux cas de meurtres et d'enlèvements au Sud-Soudan et en République centrafricaine.

21 octobre - Selon un [article](#) d'IRIN, des contingents militaires appartenant à cinq pays d'Afrique de l'Est ont commencé une formation pratique dans les domaines de l'intervention d'urgence et du contre-terrorisme dans le district de Kitgum, au nord de l'Ouganda, sous les auspices de l'armée étasunienne. Peter Eichstaedt, expert régional, a affirmé qu' « [u]ne telle force pourrait inquiéter sérieusement quelqu'un comme Kony, s'il songeait à revenir dans le nord de l'Ouganda. Cela prouve que l'Ouganda peut compter sur des alliés qui sont non seulement

disposés à lui fournir un soutien moral et financier mais aussi à s'impliquer sur le terrain dans le combat qui oppose ce pays à Kony et à sa milice déchaînée. Cela revient à démontrer que le problème Kony dépasse largement les frontières de l'Ouganda, et que les pays de la région se sentent concernés par le fléau qu'il incarne. »

d. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont pas encore été exécutés, tandis que M. Abu Garda a [comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai. L'audience de confirmation des charges s'est ouverte le 19 octobre 2009.

20 octobre - L'administration étasunienne a dévoilé sa stratégie pour le Soudan. Parmi les principaux objectifs auxquels cette stratégie doit répondre, figurent notamment la « *fin du conflit, des violations graves des droits de l'homme et du génocide au Darfour* » ; « *l'application de l'Accord de paix global Nord-Sud permettant de rétablir la paix au Soudan à l'horizon 2012 ou la création pacifique de deux États distincts capables de respect mutuel* » ; et « *veill[er] à ce que le Soudan ne devienne pas un refuge pour les terroristes* ». Aucune négociation directe avec le Président Bashir ne sera permise. Selon l'[AFP](#), un haut fonctionnaire a déclaré : « *Nous n'avons nullement l'intention de dialoguer avec le Président Bashir. Nous pensons qu'il devrait demander à un bon avocat d'assurer sa défense ... et répondre aux accusations portées à son encontre.* » Le conseiller du Président soudanais Ghazi Salah-al-din a indiqué que son gouvernement avait accueilli favorablement cette stratégie et qu'une réponse finale serait donnée après un examen approfondi de la stratégie.

Affaire : Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir

Affaire : Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda

19 octobre - Les représentants légaux des victimes ayant demandé l'autorisation de consulter des documents confidentiels et notamment ceux concernant les témoins appelés à la barre lors de l'audience de confirmation des charges, l'Accusation a fait valoir que cette demande devrait être satisfaite uniquement dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un demandeur est en mesure de démontrer que les documents en question le concernent directement.

e. Situation en [République centrafricaine](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III nouvellement constituée. Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005.

Affaire : Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo

21 octobre - En ce qui concerne le mode de soumission des éléments de preuve par les parties et les participants au procès, l'Accusation a demandé à la Chambre de première instance III d'appliquer la jurisprudence développée par la Chambre de première instance I dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*.

f. Divers

2. Analyses préliminaires

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : VISITE D'UN MINISTRE GUINÉEN À LA CPI

20 octobre – Le Ministre des affaires étrangères de la République de Guinée, M. Alexandre Cécé Loua, [s'est entretenu](#) avec le Procureur adjoint Fatou Bensouda lors de sa visite à la CPI.



Le Ministre Loua a relaté les événements qui se sont déroulés à Conakry le 28 septembre 2009 et a présenté les mesures adoptées par les autorités guinéennes pour s'assurer qu'une enquête serait ouverte à propos des allégations de crimes. Il a affirmé que les instances judiciaires nationales étaient « *disposées à [exercer leur mandat] et en mesure de le faire* ». Des hauts représentants du Bureau du Procureur ont remis une lettre au Ministre Loua dans laquelle ils sollicitaient d'une part des informations écrites à propos des crimes et d'autre part des précisions concernant les modalités des enquêtes et des poursuites qui seront menées dans le pays pour traduire en justice les responsables de ces crimes. « *La Guinée est un État partie et la Cour est votre Cour. Nous veillerons à ce que les crimes commis ne demeurent pas impunis en coopérant avec votre pays* », a déclaré le Procureur adjoint, Mme Bensouda.

a. Statistiques relatives aux [Communication au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires

Il est nécessaire de faire la différence entre un examen préliminaire et une enquête officielle. Il s'agit d'une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les renseignements fournis par des personnes ou des groupes également appelés « communications », ainsi que les éléments fournis par les parties concernées. Le déclenchement d'un examen préliminaire ne signifie pas qu'elle débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

b. Afghanistan

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il examinait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

c. Colombie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il examinait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés commettant des crimes en Colombie.

d. Géorgie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il examinait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

e. Palestine

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analyse en ce moment tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI.

Octobre - À l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée au Moyen-Orient, le Ministre palestinien des affaires étrangères, Riad al-Malki, a déclaré que les autorités palestiniennes avaient pris très au sérieux les allégations du rapport Goldstone selon lesquelles leur camp aurait pu commettre des crimes de guerre. Il a déclaré que le Gouvernement palestinien appuyait « *la tenue d'enquêtes nationales visant à répondre à cette question cruciale* ».

22 octobre - Dans un article publié dans *Christian Science Monitor*, le Premier Ministre adjoint israélien, M. Meridor, a déclaré que « *aujourd'hui, avec le développement du droit international, un des meilleurs moyens de défense est pour un État d'enquêter sur soi-même* ». Alan Baker, un ancien conseiller juridique du Ministère israélien des affaires étrangères, a déclaré : « *Si Israël mène sa propre enquête, la CPI ne pourra plus se déclarer compétente [...]. Pour autant qu'Israël demande une enquête impartiale et de haut niveau conduite par des juges et des experts juridiques jouissant d'un respect à l'échelle internationale, et non par des militaires, tout ceci pourrait être neutralisé. Selon moi, cela justifiera les aspects moraux du fonctionnement de l'armée israélienne et démontrera probablement que les FDI ne s'en sont pas prises volontairement et délibérément aux Palestiniens, contrairement à ce qu'affirme Goldstone.* »

22 octobre - Lors de l'Assemblée générale de l'ONU, Richard Falk, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré à que : « *[L']importance du rapport [Goldstone] vient de ce qu'il avance de nouvelles mesures pour que les responsables rendent des comptes, que ce soit au travers d'un contrôle des procédures nationales exercé par le Conseil de sécurité, de la CPI ou d'un recours à la compétence universelle.* »

23 octobre - Un article publié par le journal *Al-sharq Al-Awsat* cite le général de brigade Tzivka Fogel, qui a dirigé le Commandement sud, comme ayant déclaré qu'alors même que les dirigeants israéliens rejettent l'idée d'une enquête interne au sujet des accusations faites dans le rapport Goldstone, il serait quant à lui prêt à apparaître devant la CPI afin de réfuter ces accusations. Il a ajouté être en mesure de réfuter les 36 cas considérés comme crimes de guerre dans le rapport Goldstone et a dit pouvoir convaincre la CPI que dans chacun d'entre eux, l'armée israélienne s'était efforcée d'épargner les civils, contrairement au Hamas. Dans une interview accordée le 13 octobre au portail israélien d'information Walla, il a indiqué être convaincu : « *que la coopération avec la Commission Goldstone [...] permettra au monde de comprendre à quel point nous avons le droit d'user de la force contre un ennemi qui n'hésite pas à utiliser ses enfants, ses femmes et ses malades pour masquer un terrorisme visant l'ensemble de la population israélienne* ».

26 octobre - Haaretz a publié un article selon lequel le Premier Ministre Nétanyahou, le Ministre de la défense Ehoud Barak et des officiers supérieurs de l'armée avaient décidé de nommer un groupe de travail restreint, et non une commission d'enquête, « *chargé de présenter des recommandations sur une ligne de conduite à adopter par Israël à l'égard du rapport Goldstone et sur ses ramifications* ». M. Barak aurait ainsi déclaré : « *De plus, Israël s'attachera à modifier les règles applicables dans les conflits armés, de manière à les adapter à la lutte contre des terroristes qui combattent parmi les civils* ». Haaretz a également rapporté que le Hamas a indiqué qu'il allait mettre sur pied un comité « *chargé d'enquêter à propos des allégations figurant dans le rapport Goldstone* ».

f. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas

présupposés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet, des représentants de haut rang du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

g. [Kenya](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le 3 juillet 2009, une délégation du [Gouvernement kényan](#) dirigée par M. Kilonzo, Ministre de la justice, et le Procureur ont publié une déclaration commune à La Haye par laquelle ils déclaraient que pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. En cas d'échec des efforts déployés pour engager des procédures nationales, les autorités kényanes se sont engagées à saisir la Cour de la situation. Le 9 juillet, le Groupe d'éminentes personnalités africaines de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives](#) que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçu de la Commission Waki. Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu l'enveloppe sous scellés et six cartons de documents et de pièces justificatives rassemblés par la Commission. Le Procureur a ouvert l'enveloppe, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le 30 septembre, le Procureur a [rappelé](#) sa détermination à se pencher sur la question des violences postélectorales et à empêcher qu'une telle situation ne se reproduise en proposant une stratégie orientée sur trois axes : poursuites des principaux responsables devant la CPI, mise en œuvre de procédures nationales visant à ce que les autres auteurs de ces violences répondent de leurs actes et mise en place d'autres réformes et mécanismes, comme la création d'une commission vérité, justice et réconciliation, pour faire toute la lumière sur les événements en cause et proposer des solutions pour éviter que de tels crimes se reproduisent.

20 octobre - Dans un entretien au *Financial Times*, le Premier Ministre Odinga [s'est engagé](#) à coopérer avec la CPI et a dit espérer que des poursuites permettraient d'éradiquer la violence politique qui menace le Kenya. « *Les politiciens doivent accepter les règles du jeu et mettre en œuvre d'autres moyens de campagne que le recours à la violence pour prendre l'avantage sur leurs rivaux* ».

22 octobre - L'Association nationale des travailleurs sociaux du Kenya et la Fédération internationale des travailleurs sociaux, bureau Afrique, rapportent que des ateliers visant à diffuser l'information sur la ratification et la mise en œuvre du Statut de Rome au Kenya ont été menées dans les quartiers de Mathare à Nairobi; Maragwa, dans le district de Murang; Kondele, Kisumu district; Gatundu / Ruiru, dans le district de Thika, et un grand atelier pour les travailleurs sociaux à Nairobi. Le rapport indique que les participants ont estimé qu'« *il y avait une bonne raison pour la CPI de se pencher sur les crimes qui ont été commis au cours des violences post-électorales en élections 2007, car ils relèvent de la compétence de la Cour. Selon eux, ceci devrait mettre fin à la culture de l'impunité au Kenya, qui est maintenant un phénomène au cours d'une année électorale* ».

h. [Guinée](#)

Le Bureau du Procureur a annoncé le 14 octobre 2009 qu'il analysait la situation en Guinée, un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de ce pays ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry.

3. Coopération – Mobilisation des efforts déployés en vue des arrestations :

23 octobre - Le Procureur adjoint a assisté à Washington à la cérémonie officielle d'investiture de l'ambassadeur itinérant des États-Unis pour les questions relatives aux crimes de guerre, Stephen J. Rapp.

23 octobre - Le *Sudan Tribune* a publié des extraits du [rapport](#) du Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour dirigé par l'ancien Président sud-africain Mbeki, rapport qui sera présenté le 29 octobre lors de la réunion des chefs d'États du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Selon ce quotidien

soudanais, le rapport entérine le travail accompli par la Cour et met en avant le caractère complémentaire de cette dernière, qualifiée d'« *instance de dernier recours* » qui ne cible qu'un nombre restreint de personnes. « *Le Procureur [...] a adopté pour principe de se concentrer uniquement sur les personnes qui, selon lui, portent la responsabilité la plus lourde pour les crimes les plus graves qui ont été commis* ». Du reste, Khartoum « *ne peut ignorer le devoir qui lui incombe d'apporter une réponse aux crimes perpétrés au Darfour* ». Prenant acte du fait qu'« *une justice rendue par la seule CPI [...] laisserait impunis l'immense majorité des [auteurs directs] des crimes commis au Darfour* », le rapport recommande que soient prises des mesures supplémentaires, comme la création de tribunaux hybrides où siègeraient des juges soudanais, le renforcement du système judiciaire du pays, la suppression des immunités étatiques et la mise en place d'une commission vérité et réconciliation.

23 octobre - Le *Sudanese Media Center* a confirmé que ce serait le vice-président Taha, et non le Président Omar Al-Bashir, qui participerait à la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 29 octobre à Abuja. Le Nigéria est un État partie à la CPI. Le Président soudanais ne s'est rendu dans aucun État partie depuis que le mandat d'arrêt de la CPI a été délivré à son encontre, le 4 mars 2009.

4. À venir :

- 26-29 octobre - Poursuite de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire [Le Procureur c. Abu Garda](#)
- 27-29 octobre - Séminaire du Bureau du Procureur sur les enquêtes financières, La Haye
- 28 octobre - Le Procureur se voit décerner un prix en reconnaissance du travail qu'il a accompli en faveur des droits de l'homme, université *Complutense* de Madrid
- 30 octobre - Consultation des États sur le projet de stratégie en matière de poursuites pour 2009-2012, La Haye
- 3 novembre - Consultations sur le projet de stratégie en matière de poursuites pour 2009-2012, Genève
- 4 novembre - Exposé du procureur adjoint à la 17^e séance d'information du corps diplomatique, La Haye
- 5 novembre - Visite du Procureur à Nairobi, Kenya
- 7-9 novembre - Participation du procureur adjoint au Forum du Centre africain pour l'étude de la démocratie et des droits de l'homme, 46^e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Banjul
- 9-10 novembre - Participation du Procureur au symposium international intitulé « La CPI que l'Afrique veut », Le Cap
- 11-13 novembre - Visite du Procureur et du procureur adjoint au Rwanda à l'occasion du colloque des procureurs internationaux, Kigali
- 18-26 novembre - [Huitième Session de l'Assemblée des États parties](#), La Haye
- 20 novembre - Participation du Procureur au Sommet des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial, Dubaï
- 21 novembre - Le procureur adjoint doit recevoir le « Prix des juristes internationaux 2009 » décerné par la Commission internationale de juristes en récompense de sa contribution dans le domaine du droit pénal, New Delhi
- 23-27 novembre - Le procureur adjoint participera au Forum de la société civile, Nairobi
- 24 novembre – Chambre de première instance II : ouverture du procès dans l'affaire [Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo](#)
- 4 décembre - Rapport du Procureur au Conseil de sécurité de l'ONU à propos de la situation au Darfour en application de la résolution 1593 (2005)
- Décembre - Présentation du Procureur au *World Affairs Council* de Californie du Nord, San Francisco

* Le présent document est l'expression des points de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int